



L'Association des Représentants des Communes et collectivités d'Implantation des Centrales et sites de production d'Énergie Nucléaire, ARCICEN, rappelle que la fermeture des 2 réacteurs de Fessenheim est sans lien avec des problèmes de sûreté, puisque la Centrale venait de bénéficier en 2018 d'importants travaux de maintenance et d'amélioration de sûreté.

C'est une décision politique qui prive le réseau de 1,8 GW et qui, combinée aux autres fermetures passées et à venir de capacités de production pilotable, pose la question de la sécurité d'approvisionnement, selon RTE, à l'horizon 2022/2023. L'agenda des fermetures de réacteurs prévu par la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie pose aussi un problème de cohérence avec la Stratégie Nationale Bas Carbone et celui de ses conséquences sociales et humaines.

En effet, la fermeture du CNPE de Fessenheim, c'est plus de 2000 emplois directs et indirects mis en cause, sans compter les emplois induits. L'ARCICEN constate et regrette que, au jour de la fermeture, la stratégie pour la reconversion du site n'offre pas de visibilité alors que les dispositifs de compensation budgétaire et fiscale ont une durée limitée.

Aussi, l'ARCICEN attend de l'État qu'il mobilise résolument les moyens politiques et financiers d'un plan réel de reconversion pour Fessenheim. De son effectivité dépend la crédibilité des orientations annoncées dans la Programmation pluriannuelle de l'Énergie. L'ARCICEN entend que la Transition énergétique se fasse dans la cohérence et non aux dépens des territoires.

Les membres de l'ARCICEN